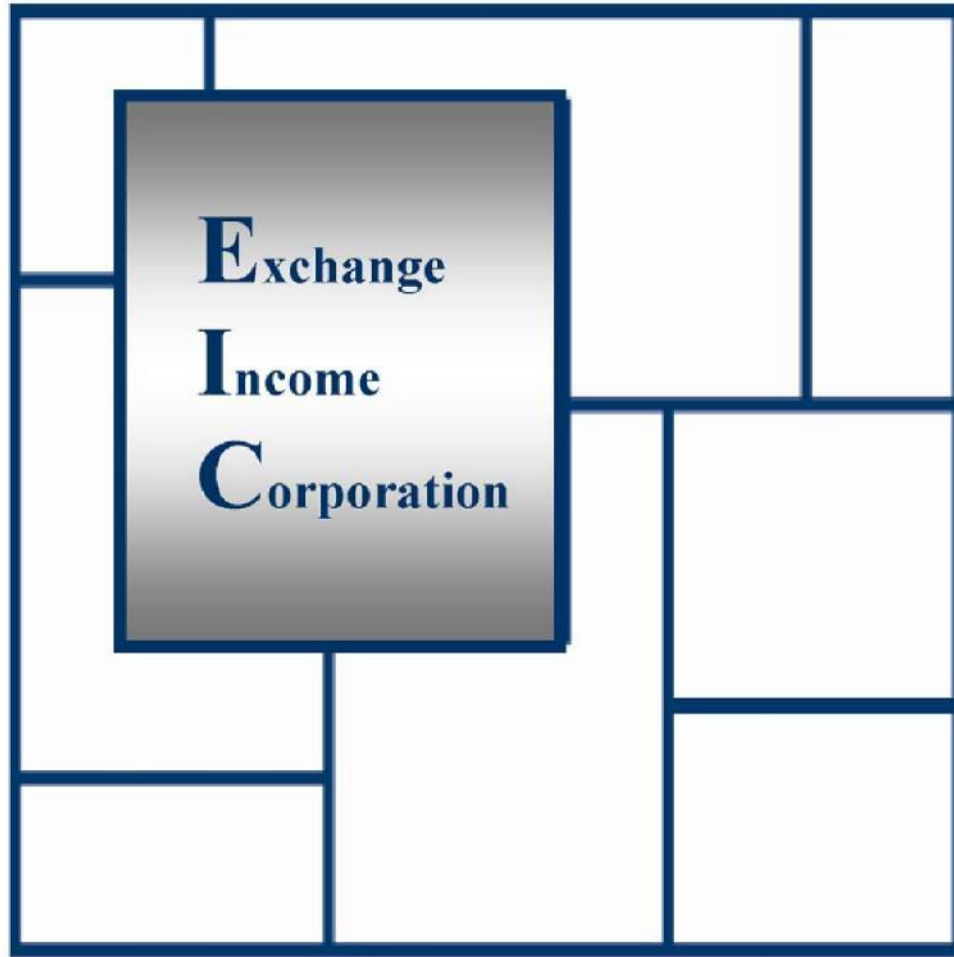




Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le

31 mars 2022

Le 10 mai 2022

TABLE DES MATIÈRES

1. FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS	5
2. RÉSULTATS D'EXPLOITATION	7
3. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	12
4. DIVIDENDES ET RATIOS DE DISTRIBUTION	14
5. PERSPECTIVES	16
6. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	19
7. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	21
8. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX	21
9. MÉTHODES COMPTABLES	21
10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES	21
11. FACTEURS DE RISQUE	22
12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET GLOSSAIRE	22
13. INFORMATIONS TRIMESTRIELLES	25

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est un complément aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et aux notes annexes d'Exchange Income Corporation (« EIC » ou la « société ») pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (les « états financiers consolidés »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf pour l'information par action et les données sur les actions.

Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ainsi qu'avec ses états financiers annuels et son rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») qui s'appliquent à la préparation des états financiers intermédiaires.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport et les documents qui y sont intégrés par renvoi contiennent des informations prospectives. Toutes les informations contenues dans le présent rapport et les documents qui y sont intégrés par renvoi qui ne portent pas sur des faits passés sont des informations prospectives, y compris, sans toutefois s'y limiter, celles portant sur la situation financière future, la stratégie d'affaires, les acquisitions réalisées et potentielles et l'incidence éventuelle des acquisitions réalisées et potentielles sur l'exploitation, la situation financière, les sources de financement et les activités de la société et de ses filiales, la politique de la société concernant le montant et la fréquence des dividendes, les budgets, les litiges, les coûts projetés ainsi que les plans et objectifs de la société ou de ses filiales ou de toute entreprise qu'elle envisage d'acquérir ou les plans et objectifs portant sur celles-ci. Les investisseurs éventuels peuvent reconnaître bon nombre de ces informations à l'emploi de termes comme « croire », « s'attendre à », « faire », « pouvoir », « avoir l'intention de », « projeter », « anticiper », « prévoir », « estimer », « continuer » et de termes analogues, y compris leur forme négative.

Les informations prospectives sont fondées sur différentes attentes et hypothèses qui, bien qu'elles soient jugées raisonnables par la direction à la date où elles sont formulées, comportent des incertitudes et des impondérables importants sur le plan des affaires, de l'économie et de la concurrence. Il est recommandé aux lecteurs de ne pas se fier indûment aux informations prospectives qui ne sont valables qu'à la date où elles ont été formulées. Bien que la direction estime que les attentes et les hypothèses qu'expriment ces informations prospectives sont raisonnables, il n'est pas certain qu'elles se réaliseront. Certains facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement, les réalisations ou les progrès réels de la société ou de ses filiales diffèrent considérablement des résultats, du rendement, des réalisations ou des progrès anticipés et des changements exprimés ou sous-entendus par ces informations prospectives. Ces facteurs comprennent notamment les risques liés à la COVID-19; la conjoncture économique et la situation géopolitique; la concurrence; le financement public des soins de santé aux Premières Nations; l'accès aux capitaux; les tendances sur le marché et l'innovation; les dommages généraux non assurés; les conditions météorologiques; les actes de terrorisme; une pandémie; le niveau et le moment des dépenses militaires; les programmes de défense et de sécurité financés par le gouvernement; les contrats et les clients importants; les résultats d'exploitation et la croissance; les lois, les règlements et les normes; les risques liés aux acquisitions; les risques liés à la concentration et à la diversification; les investissements de maintien; l'accès aux pièces et les relations avec les fournisseurs clés; les pertes après sinistre; les risques liés à la responsabilité environnementale; la dépendance envers les systèmes d'information et les technologies; les risques liés aux activités internationales; la fluctuation des prix de vente des actifs liés au domaine de l'aviation; la fluctuation des prix d'achat des actifs liés au domaine de l'aviation; les risques liés aux garanties; les garanties de bonne exécution; le risque de compensation globale; les risques liés à la propriété intellectuelle; la disponibilité du financement futur; les questions liées à l'impôt sur le résultat; les risques liés aux marchandises; les taux de change; les taux d'intérêt; la facilité de crédit et les actes de fiducie; les dividendes; le caractère imprévisible et la volatilité du cours des titres; les risques liés à la dilution; le risque de crédit; la dépendance envers les membres du personnel clés; les employés et les relations de travail; et les conflits d'intérêts. Une analyse détaillée de ces risques est présentée à la rubrique 11, « Facteurs de risque ».

Les renseignements qui figurent ou qui sont intégrés par renvoi dans le présent rapport énoncent d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats d'exploitation et la performance opérationnelle de la société et de ses filiales. Les hypothèses relatives au rendement des entreprises de la société et de ses filiales sont prises en compte dans l'établissement du plan d'affaires de la société et de ses filiales et des cibles financières. Si l'un ou plusieurs de ces risques devaient se matérialiser ou que l'une ou plusieurs de ces hypothèses devaient se révéler inexactes, les résultats, le rendement ou les réalisations réels de la société et de ses filiales pourraient différer considérablement de ceux qui sont décrits dans les informations prospectives.

Les informations prospectives figurant aux présentes ou dans les documents intégrés par renvoi aux présentes sont explicitement visées par cette mise en garde. Les informations prospectives figurant dans le présent rapport ou qui y sont intégrées par renvoi sont valides à la date de celui-ci ou à toute autre date précisée dans l'information en cause. Sauf si la loi l'exige, la société rejette toute obligation de mettre à jour les informations prospectives, les estimations ou les opinions, pour tenir compte d'événements ou de résultats futurs, ou autres.

EXCHANGE INCOME CORPORATION

EIC est une société diversifiée et axée sur les acquisitions qui saisit les occasions dans les secteurs de l'aérospatiale, de l'aviation et de la fabrication. Le plan d'affaires de la société consiste à investir dans des sociétés rentables et bien établies qui affichent des flux de trésorerie solides et exercent leurs activités dans des créneaux précis. La société a pour objectifs :

- i) de procurer des dividendes stables et croissants à ses actionnaires;
- ii) de maximiser la valeur actionnariale grâce à une surveillance active et continue de ses filiales en exploitation et à des investissements dans celles-ci;
- iii) de poursuivre l'acquisition d'entreprises ou de participations afin d'étendre et de diversifier ses investissements.

Sommaire des secteurs

Les secteurs opérationnels de la société sont des secteurs d'activité stratégiques offrant des produits et des services distincts. La société compte deux secteurs opérationnels, à savoir le secteur Aérospatiale et aviation et le secteur Fabrication.

- a) **Aérospatiale et aviation** – Ce secteur regroupe un éventail d'activités liées à l'aérospatiale et à l'aviation. Il fournit des services de vols réguliers, des services de transport de fret et des services de vols nolisés ainsi que des services médicaux d'urgence aux collectivités du Manitoba, du Nunavut, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Ces services sont assurés par **Calm Air**, **Perimeter**, **Bearskin** (en tant que division de Perimeter), **Keewatin**, **Carson**, **Custom Helicopters** et **Wasaya**, entité dans laquelle nous détenons un placement en titres de capitaux propres, et d'autres entreprises de soutien du secteur de l'aviation (les « **compagnies aériennes existantes** »). **Regional One** fournit aux compagnies aériennes régionales du monde entier des aéronefs, des moteurs et diverses composantes d'aéronefs et de moteurs du marché secondaire. **Provincial** (constituée de PAL Airlines, du placement en titres de capitaux propres dans Air Borealis, de PAL Aerospace et de MFC Training) offre des vols réguliers et nolisés ainsi que des services médicaux d'urgence à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario et, par l'intermédiaire de ses activités aérospatiales, elle conçoit, modifie, entretient et exploite des appareils dotés de capteurs spécialisés. Provincial assure des activités de surveillance et de soutien maritimes au Canada, aux Antilles et au Moyen-Orient. Par l'intermédiaire de MFC Training, Provincial fournit une gamme complète de services de formation au pilotage, allant des programmes menant à l'obtention de licences de pilote privé à ceux de formation de pilote commercial. **Crew Training International (« CTI »)**, une entité consolidée de Provincial, fournit des solutions de formation à ses clients dans diverses plateformes d'aviation et possède une expérience approfondie dans le domaine de la formation de pilotes et d'opérateurs de capteurs d'aéronefs avec et sans pilote pour le Département de la défense des États-Unis. Collectivement, ces activités constituent le secteur Aérospatiale et aviation. Afin d'expliquer plus en détail les résultats sectoriels, la société peut faire référence aux compagnies aériennes existantes, à Regional One et à Provincial. Après la clôture du trimestre, la société a acquis Advanced Paramedic Ltd., qui sera prise en compte dans les résultats du secteur Aérospatiale et aviation à compter de la date de l'acquisition.
- b) **Fabrication** – Ce secteur fournit une gamme de produits manufacturés et de services connexes dans plusieurs secteurs d'activité et secteurs géographiques partout en Amérique du Nord. **Quest** fabrique et installe des systèmes muraux de fenêtres regroupées hautement perfectionnés qui sont principalement utilisés dans le cadre de projets de construction de tours d'habitation au Canada et aux États-Unis. Les activités de **WesTower** sont axées sur l'ingénierie, la conception, la fabrication et la construction d'infrastructures de communications, la construction et la maintenance d'installations sans fil et de câbles et la prestation de services techniques. **Ben Machine** est un fabricant de pièces et de composantes de précision principalement destinées aux secteurs de l'aérospatiale, de la défense, des soins de santé et de la sécurité. **Stainless** fabrique des cuves, des contenants et du matériel de traitement en acier inoxydable. **LV Control** est une entreprise intégrante spécialisée dans l'équipement électrique et les systèmes de contrôle qui concentre ses activités dans le secteur du matériel de manutention agricole. Les activités en **Alberta** fabriquent des systèmes de lavage sous pression et des systèmes à vapeur industriels de spécialité, des systèmes commerciaux de recyclage de l'eau, de même que des réservoirs spécialisés destinés au transport de divers produits, notamment le pétrole, l'essence et l'eau. **Overlanders** fabrique des produits en tôle et des produits tubulaires de précision. Après la clôture du trimestre, la société a acquis Northern Mat & Bridge, qui sera prise en compte dans le secteur Fabrication à compter de la date de l'acquisition.

La direction de la société assure une surveillance permanente des filiales en exploitation et leur fournit du soutien. Celles-ci sont cependant exploitées de manière autonome et maintiennent leur propre identité commerciale.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

1. FAITS SAILLANTS FINANCIERS ET ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Le tableau suivant présente les faits saillants financiers de la société pour les périodes indiquées.

PERFORMANCE FINANCIÈRE	2022	Par action, de base	Par action, après dilution	2021	Par action, de base	Par action, après dilution
Trimestre clos les 31 mars						
Produits des activités ordinaires	400 226 \$			300 746 \$		
BALIA ajusté ¹⁾	66 956			64 122		
Résultat net	3 753	0,10 \$	0,09 \$	7 127	0,20 \$	0,20 \$
Résultat net ajusté ¹⁾	7 835	0,20	0,20	10 551	0,30	0,29
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	47 409	1,22	1,10	41 638	1,17	1,06
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾	19 496	0,50	0,49	19 574	0,55	0,54
Dividendes déclarés	22 120	0,57		20 247	0,57	
Périodes de 12 mois closes les 31 mars						
Ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté ¹⁾		105 %			145 %	
Ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien ¹⁾		59 %			62 %	
SITUATION FINANCIÈRE						
	31 mars 2022			31 décembre 2021		
Fonds de roulement	347 668 \$			225 108 \$		
Immobilisations corporelles	1 064 832			1 070 573		
Total de l'actif	2 626 342			2 588 667		
Dette à long terme	835 072			707 611		
Capitaux propres	783 821			800 275		
INFORMATION SUR LES ACTIONS						
	31 mars 2022			31 décembre 2021		
Nombre d'actions ordinaires en circulation	38 852 021			38 740 389		
	31 mars 2022			31 mars 2021		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période – de base	38 789 084			35 508 213		

Note 1) Selon la définition qui en est donnée à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

SARS-CoV-2 (« COVID-19 »)

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'éclosion de COVID-19 était devenue une pandémie, ce qui a amené les gouvernements du monde entier, à différents moments au cours de la pandémie, à imposer d'importantes restrictions de voyage et des mesures rigoureuses de distanciation sociale afin de limiter la propagation du virus, y compris l'incidence récente du variant Omicron. En comparaison du contexte d'exploitation pré-pandémie, les restrictions de voyage ont eu une incidence importante sur les filiales du secteur Aérospatiale et aviation, et tant les perturbations de la chaîne d'approvisionnement que la réduction requise du nombre d'employés présents ont nui à l'efficacité des filiales du secteur Fabrication. Des informations supplémentaires sur les répercussions de la COVID-19 sont fournies à la rubrique 2, « Résultats d'exploitation », et à la rubrique 5, « Perspectives », du présent rapport de gestion.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 février 2022, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour ses actions ordinaires et certaines séries de débentures convertibles. Aux termes de l'offre renouvelée pour les actions ordinaires, la société peut racheter des actions ordinaires du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2023. Elle peut racheter jusqu'à 3 580 512 actions et ses rachats quotidiens sont limités à 20 179 actions, sous réserve des dispenses d'application relatives aux rachats en bloc. La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités parce qu'elle juge qu'il arrive à l'occasion que le cours de ses actions ordinaires ne reflète pas pleinement leur valeur. La société est d'avis que, dans ces circonstances, le rachat d'actions ordinaires représente une affectation relative de son capital.

Aux termes de l'offre pour certaines séries de débentures convertibles, la société peut racheter les titres de certaines séries de débentures convertibles du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2023. Elle peut racheter jusqu'à 8 050 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,35 % et d'une durée de 7 ans d'EIC (juin 2018), jusqu'à 8 625 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,75 % et d'une durée de 7 ans d'EIC (mars 2019), jusqu'à 14 375 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,25 % et d'une durée de 7 ans d'EIC (juillet 2021) et jusqu'à 11 500 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,25 % et d'une durée de 7 ans d'EIC (décembre 2021); et ses rachats quotidiens sont limités respectivement à un capital de 7 \$, de 11 \$, de 70 \$ et de 60 \$, sous réserve des dispenses d'application relatives aux rachats en bloc. La société a demandé l'approbation de cette offre afin de racheter et d'annuler des débentures pendant les périodes d'instabilité sur les marchés durant lesquelles la direction est d'avis que le cours de ses débentures ne reflète pas pleinement leur valeur.

Remboursement anticipé de débentures convertibles

Le 11 février 2022, la société a remboursé ses débentures convertibles à 5,25 % d'une durée de 5 ans dont l'échéance était le 31 décembre 2022. Le remboursement des débentures a été réglé au moyen des fonds en caisse provenant de l'émission, par la société, de ses débentures convertibles à 5,25 % dont le placement a été réalisé en décembre 2021. Avant la date du remboursement, des débentures d'un montant en capital de moins de 1 M\$ ont été converties en 155 actions ordinaires, au prix de 51,50 \$ par action. Le 11 février 2022, le reste des débentures en cours, d'un montant en capital de 100 M\$, ont été remboursées par la société.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Lancement du programme Atik Mason Indigenous Pilot Pathway

Le 14 avril 2022, la société a annoncé le lancement du programme Atik Mason Indigenous Pilot Pathway (le « programme Pathway »). Ce programme entièrement financé offre aux Autochtones la possibilité d'apprendre à piloter et de faire carrière en tant que pilotes professionnels. Avec le soutien et les conseils de Manitoba Keewatinowi Okimakan Inc., le programme a été conçu pour éliminer les principaux obstacles à la formation au pilotage auxquels sont confrontés les candidats autochtones, notamment le coût et la distance, et reconnaît l'importance de conserver un lien profond avec la culture autochtone pendant la formation. Dans le cadre de ce programme, MFC Training, filiale de la société et plus grande école de pilotage du Canada, établit une base saisonnière à Thompson, au Manitoba, afin de réduire l'obstacle que représente l'emplacement pour l'accès à la formation au pilotage.

Nomination d'un nouveau chef des finances

Le 14 avril 2022, la société a annoncé la nomination de Richard Wowryk au poste de chef des finances en date du 1^{er} juin 2022. M. Wowryk a passé plus de 10 ans chez EIC, où il a commencé sa carrière dans le domaine des rapports financiers et a progressé dans des rôles à responsabilité croissante, notamment comme contrôleur et chef de la comptabilité. Diplômé de l'Université du Manitoba, M. Wowryk est à la fois comptable professionnel agréé et évaluateur d'entreprise agréé. Parallèlement à la promotion de M. Wowryk, Darryl Bergman quittera EIC à la fin du mois de mai pour poursuivre une nouvelle carrière.

Acquisition de Northern Mat & Bridge

Le 10 mai, la société a annoncé l'acquisition de Northern Mat & Bridge (« Northern Mat ») pour 325 M\$, y compris la contrepartie du prix d'achat de 35 M\$ sous forme d'actions ordinaires d'EIC. Northern Mat est le principal fournisseur de solutions d'accès temporaire sécuritaires et écologiques aux secteurs industriels canadiens, notamment la transmission et la distribution d'énergie, les pipelines, le pétrole et le gaz, les interventions d'urgence, les énergies renouvelables, la foresterie, les mines et la construction générale. Les produits et services de Northern Mat & Bridge permettent à ses clients de réduire leur empreinte environnementale tout en améliorant la sécurité et l'efficacité des activités. En tant que principal fournisseur de services du secteur, Northern Mat & Bridge possède le plus grand parc de tabliers d'accès et de ponts portables au Canada, et exerce ses activités d'un bout à l'autre du pays. Gérant tous les aspects des besoins d'accès du client, la gamme de produits et de services de Northern Mat comprend des tabliers d'accès, des plateformes de forage, des plateformes de grutage, des ponts temporaires, ainsi que des services de planification et de consultation, de livraison, d'installation, d'entretien, de relocalisation, d'enlèvement, de remise en état, de nettoyage et d'élimination. Grâce à ses propres capacités de fabrication, à sa vaste flotte d'équipements modernes et à son large réseau d'installations d'exploitation et de succursales d'entreposage dans tout le Canada, Northern Mat est le fournisseur de solutions d'accès temporaire le mieux placé pour servir la clientèle canadienne.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Augmentation du dividende

Le 10 mai 2022, la société a bonifié son dividende mensuel de 5,3 % ou de 0,12 \$ par année, le portant à 2,40 \$ par année. L'augmentation prend effet avec le dividende de mai, qui sera versé aux actionnaires en juin 2022.

Accroissement et prorogation de la facilité de crédit

Le 10 mai 2022, la société a modifié sa facilité de crédit. La facilité de crédit bonifiée a été portée à quelque 1,75 G\$ et son échéance a été prorogée au 9 mai 2026. L'augmentation de la taille de la facilité donne à la société la capacité de continuer à exécuter sa stratégie de base consistant à poursuivre une croissance rentable par le biais d'investissements dans ses filiales en exploitation et d'acquisitions.

Acquisition d'Advanced Paramedics Ltd.

Le 10 mai, la société a annoncé l'acquisition d'Advanced Paramedics Ltd. (« APL ») pour 15 M\$, y compris la contrepartie du prix d'achat de 2 M\$ sous forme d'actions ordinaires d'EIC. Située à Peace River, en Alberta, APL se spécialise dans la prestation de services d'ambulance aérienne et terrestre à l'intention des fournisseurs de soins primaires et de soins communautaires, des gouvernements provinciaux et fédéral, des Premières Nations et des clients industriels partout en Alberta. APL possède la plus grande équipe médicale d'ambulance aérienne en Alberta et compte 18 ans d'expérience en tant que fournisseur de services d'ambulance aérienne au sein du système de santé de l'Alberta. L'acquisition d'APL est un atout stratégique pour EIC, car elle lui permet de renforcer sa position de chef de file en matière d'évacuation médicale au Canada.

2. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente rubrique analyse les résultats financiers de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2022 et ceux de la période correspondante de 2021.

	Trimestre clos le 31 mars 2022			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ⁽²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	281 592 \$	118 634 \$	- \$	400 226 \$
Charges ⁽¹⁾	218 733	107 721	6 816	333 270
BALIA ajusté	62 859	10 913	(6 816)	66 956
Amortissement des immobilisations corporelles				36 891
Amortissement des immobilisations incorporelles				2 841
Charges financières – intérêts				14 852
Amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation				6 536
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre des droits d'utilisation				752
Coûts d'acquisition				455
Résultat avant impôt				4 629
Charge d'impôt exigible				1 237
Recouvrement d'impôt différé				(361)
Résultat net				3 753 \$
Résultat net par action (de base)				0,10 \$
Résultat net ajusté				7 835 \$
Résultat net ajusté par action (de base)				0,20 \$

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

	Trimestre clos le 31 mars 2021			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ⁽²⁾	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	183 143 \$	117 603 \$	- \$	300 746 \$
Charges ⁽¹⁾	130 321	99 509	6 794	236 624
BAlIA ajusté	52 822	18 094	(6 794)	64 122
Amortissement des immobilisations corporelles				30 743
Amortissement des immobilisations incorporelles				4 451
Charges financières – intérêts				11 391
Amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation				6 124
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives au titre des droits d'utilisation				873
Coûts d'acquisition				104
Résultat avant impôt				10 436
Charge d'impôt exigible				6 094
Recouvrement d'impôt différé				(2 785)
Résultat net				7 127 \$
Résultat net par action (de base)				0,20 \$
Résultat net ajusté				10 551 \$
Résultat net ajusté par action (de base)				0,30 \$

Note 1) Les charges comprennent les charges du secteur Aérospatiale et aviation (excluant l'amortissement), les charges du secteur Fabrication (excluant l'amortissement) ainsi que les frais généraux et frais d'administration.

Note 2) Le siège social n'est pas un secteur à présenter distinct. Il comprend les charges du siège social de la société et est présenté à des fins de rapprochement.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ET BAlIA AJUSTÉ (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

Après consolidation, les produits des activités ordinaires de la société ont totalisé 400 M\$, ce qui représente une hausse de 99 M\$, ou 33 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est surtout attribuable au secteur Aérospatiale et aviation, qui s'est accru de 98 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La société a dégagé un BAlIA ajusté de 67 M\$ pour la période, soit une hausse de 3 M\$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est attribuable au secteur Aérospatiale et aviation et a été en partie contrebalancée par une diminution dans le secteur Fabrication. Les charges du siège social sont demeurées stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'aide gouvernementale reçue au cours de la période a fléchi de 10 M\$. Compte non tenu des subventions reçues au cours des deux périodes, le BAlIA ajusté a augmenté de 28 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats du premier trimestre de la société, qui est toujours le trimestre le plus lent pour la société en raison du caractère saisonnier de ses activités, ont été sensiblement touchés par l'émergence du variant Omicron au cours du trimestre clos le 31 mars 2022. Les restrictions de voyage dans certaines collectivités desservies par nos compagnies aériennes et le ralentissement du trafic passagers en général dans le monde, qui a eu un impact sur la demande du portefeuille d'actifs de Regional One, ont tous deux eu une incidence défavorable sur les résultats de la période considérée. L'incidence financière sur nos activités de transport aérien a été partiellement compensée par le soutien continu des gouvernements du Manitoba, de l'Ontario et du Nunavut. Ce soutien permet de garantir un service continu aux collectivités éloignées qui, autrement, ne serait pas rentable. Compte tenu de la nature du variant Omicron, la demande de produits et de services dans le secteur Aérospatiale et aviation a rapidement rebondi une fois que les effets du variant se sont estompés.

Secteur Aérospatiale et aviation

Les produits des activités ordinaires du secteur Aérospatiale et aviation ont augmenté de 98 M\$ pour atteindre 282 M\$.

Les produits des activités ordinaires des compagnies aériennes existantes et de Provincial ont augmenté de 60 M\$, ou 40 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'acquisition de Carson Air le 5 juillet 2021 et celle de CTI le 16 décembre 2021 ont contribué positivement aux produits des activités ordinaires de la période considérée, car il n'y a pas de comparaison avec la période correspondante de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'aide financière gouvernementale pour assurer le maintien du service essentiel dans les collectivités éloignées du Nord a permis de compenser les résultats des régions où les services n'ont pas été rentables pendant la pandémie, quoiqu'à un moindre degré qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Enfin, l'amélioration de la demande de services de transport de passagers résultant de l'assouplissement des restrictions de voyage, l'augmentation des vols nolisés et la forte demande continue pour les activités de transport de fret de la société ont également contribué positivement aux produits des activités ordinaires générés au cours de la période.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Pour la période considérée, les produits des activités ordinaires de Regional One ont augmenté de 38 M\$, ou 110 %. L'augmentation s'explique par la hausse marquée des produits tirés des ventes et des services et par l'augmentation des produits tirés de la location par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, comme l'illustre le tableau suivant.

Produits des activités ordinaires de Regional One	Trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Produits tirés des ventes et des services		64 622 \$	27 643 \$
Produits tirés de la location		8 869	7 379
		73 491 \$	35 022 \$

Les produits tirés des ventes et des services ont augmenté de 134 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La pandémie de COVID-19 a eu une incidence importante sur les ventes d'aéronefs entiers, de moteurs et de pièces de la période correspondante de l'exercice précédent. Regional One a pu récupérer une grande partie de ces ventes d'actifs plus importants au premier trimestre de 2022, ce qui, jumelé à la hausse marquée des ventes de pièces, a contribué à la hausse des produits tirés des ventes et des services par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes d'actifs plus importants fluctuent d'une période à l'autre, mais sont habituellement des transactions dont la valeur monétaire est plus élevée. Les activités de Regional One ont été durement touchées par la pandémie de COVID-19, car elles dépendent du nombre de passagers des transporteurs aériens régionaux conventionnels. Alors que les déplacements reprennent tranquillement autour du monde, surtout aux États-Unis, Regional One a enregistré une croissance continue par rapport aux trimestres précédents qui ont été touchés par la pandémie.

Les produits tirés de la location ont progressé de 1 M\$, ou 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le portefeuille de location a enregistré une baisse de l'utilisation des appareils par les clients à compter de mars 2020 et plusieurs des régions où nos locataires exercent leurs activités sont encore visées par des restrictions de voyage et des quarantaines obligatoires, ce qui continue de peser sur les produits tirés de la location comparativement au contexte d'exploitation pré-pandémie. Les répercussions du variant Omicron ont mis en pause le rythme de reprise des produits tirés de la location que Regional One a connue plus récemment, les restrictions de voyage s'étant assouplies dans le monde entier au cours des 12 derniers mois. L'impact de la vague du variant Omicron s'étant atténué, la société constate une forte activité au sein de son portefeuille de location. La société n'a pas comptabilisé de produits tirés de la location pour les paiements différés au titre de la location au cours de la période.

Le BAIIA ajusté du secteur Aérospatiale et aviation a augmenté de 10 M\$, ou 19 %, pour s'établir à 63 M\$.

Le BAIIA ajusté des compagnies aériennes existantes et de Provincial a diminué de 3 M\$, ou 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires a été dépassée par l'augmentation des charges d'exploitation due à une combinaison de facteurs, notamment l'incidence de la flambée des prix du carburant. Bien que certains contrats comportent des clauses d'indexation advenant une augmentation du prix du carburant, l'application du droit contractuel d'indexation est toujours décalée par rapport à l'augmentation initiale du prix du carburant. Alors que le secteur a vu la demande de transport de passagers se raffermir par rapport aux creux observés pendant la pandémie, cette demande a connu une baisse marquée avec l'émergence du variant Omicron à la fin de 2021, qui s'est poursuivie au début du premier trimestre de 2022. Compte tenu du cycle anticipé plus court du variant Omicron par rapport aux variants précédents et de la stratégie à long terme visant à retenir les employés dans un marché du travail difficile, les coûts d'infrastructure et de main-d'œuvre ont été largement maintenus aux niveaux d'avant le variant Omicron afin de tenir compte du rebond anticipé de la demande de transport de passagers plus tard dans le premier trimestre. En outre, l'acquisition de Carson en juillet 2021 et celle de CTI en décembre 2021 ont eu une incidence favorable sur les résultats de la société. Le soutien gouvernemental reçu par les compagnies aériennes existantes et Provincial au premier trimestre de 2022 a diminué de 6 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence défavorable sur le BAIIA ajusté.

Le BAIIA ajusté de Regional One s'est accru de 13 M\$, ou 170 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par l'apport de la hausse des ventes d'aéronefs entiers, de moteurs et de pièces en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, l'augmentation des produits tirés de la location a également contribué à la hausse du BAIIA ajusté.

Les marges du BAIIA ajusté ont été tributaires de trois différences importantes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Premièrement, CTI, acquise en décembre 2021, génère des marges inférieures à celles de nos autres filiales du secteur Aérospatiale et aviation, car les besoins en capitaux de cette entreprise sont minimes. Deuxièmement, la flambée des prix du carburant au cours du trimestre réduit temporairement les marges. Bien que la société soit en mesure de transférer ces hausses aux clients en modifiant automatiquement les prix contractuels ou en appliquant des suppléments pour le carburant, il y a un décalage entre le moment où la société subit les hausses de prix du carburant et celui où le client se voit facturer les nouveaux prix. Enfin, la réduction de 6 M\$ des subventions gouvernementales a diminué les marges du BAIIA ajusté, car aucun coût n'était associé à ces subventions. Collectivement, ces trois facteurs ont fait en sorte que l'augmentation en pourcentage des produits des activités ordinaires a été supérieure à celle du BAIIA ajusté.

Secteur Fabrication

Les produits des activités ordinaires du secteur Fabrication se sont établis à 119 M\$, en hausse de 1 M\$, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et le BAIIA ajusté s'est chiffré à 11 M\$, en baisse de 7 M\$, ou 40 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la baisse des montants reçus en vertu de la SSUC, le BAIIA ajusté du secteur Fabrication a diminué de 4 M\$, ou 26 %.

Les filiales de la société qui font partie du secteur Fabrication se sont habituées à exercer leurs activités dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Bien que les effets de la pandémie de COVID-19 persistent, l'impact s'est déplacé des inefficacités de production causées par l'absentéisme des employés lié à la COVID-19 vers des niveaux variables de contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement, des augmentations directes du prix des matières premières, des retards de livraison et des problèmes de main-d'œuvre. Le secteur a été touché par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement mondiale, ce qui a entraîné une augmentation des coûts des matières premières, du transport et du carburant qui continue d'exercer une pression à la baisse sur les marges. En plus de la hausse des coûts, la disponibilité des intrants peut parfois être incertaine, en raison de contraintes en amont de la chaîne d'approvisionnement. Le secteur est également confronté à des problèmes de main-d'œuvre qui compriment les marges en raison de la concurrence accrue, de la pénurie générale de main-d'œuvre et des coûts de fidélisation plus élevés.

Au premier trimestre de 2021, compte tenu du bénéfice de l'aide gouvernementale, Quest avait enregistré l'un des meilleurs BAIIA ajustés de son histoire avec EIC. Le bénéfice des acquisitions d'AWI et de WIS ainsi que la montée en puissance de l'usine du Texas avaient contribué à l'augmentation du BAIIA ajusté en 2020 et au début de 2021. Les répercussions de la pandémie sur les activités de Quest ont été décalées, car les projets qui étaient en cours au début de la pandémie ont été achevés, le deuxième trimestre de 2021 étant le dernier avant que les écarts induits par la pandémie dans le calendrier de production de Quest ne commencent à apparaître de manière significative. Les projets de Quest sont réservés plus d'un an à l'avance, ce qui signifie que lorsque le marché a commencé à réagir à la COVID-19 et que des projets ont commencé à être mis en attente ou décalés, les calendriers de production n'ont pas pu être remplis à court terme. Ces lacunes n'étaient pas le résultat d'une faible demande à long terme, mais plutôt de décisions à court terme prises par les promoteurs dans le cadre de l'incertitude entourant la pandémie. Pour atténuer une partie de l'impact, les entreprises d'installation de Quest ont effectué des travaux supplémentaires sur leurs marchés pour installer des produits autres que ceux de Quest. Ces travaux ont des marges beaucoup plus faibles que les travaux de fourniture et d'installation et ont un cycle de vente beaucoup plus court. Ce changement de composition des produits est à l'origine de la modification des marges du BAIIA ajusté du secteur. En outre, comme nous l'avons mentionné, la flambée des coûts des matières premières a nui à Quest.

Quest a connu des développements positifs en 2022. Premièrement, le carnet de commandes de Quest a augmenté de 12 % depuis le 31 décembre 2021. Deuxièmement, elle a été retenue pour réaliser des projets sur deux nouveaux marchés américains où elle n'avait pas réalisé de projet dans le passé. Ces deux éléments soutiennent la demande de fenêtres et de services d'installation de Quest et contribueront à sa reprise future.

Collectivement, le reste du secteur a enregistré une hausse du BAIIA ajusté. La demande demeure forte, et la société cherchera à gérer les chaînes d'approvisionnement et les défis liés à la main-d'œuvre ainsi qu'à accroître la capacité du secteur afin de répondre à la demande des clients, comme le démontrent les acquisitions complémentaires de Macfab, de Telcon et de Ryko à l'exercice précédent.

RÉSULTAT NET

	Trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Résultat net		3 753 \$	7 127 \$
Résultat net par action		0,10 \$	0,20 \$

Le résultat net s'est chiffré à 4 M\$, en baisse de 3 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de 3 M\$ du BAIIA ajusté pour la période considérée a été neutralisée par l'amortissement accru des immobilisations corporelles et par l'augmentation de la charge d'intérêts. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté, car la société a investi dans plusieurs nouveaux actifs au sein de ses compagnies aériennes pour répondre à la demande croissante et a augmenté le nombre d'actifs disponibles à la location de Regional One au cours des 12 derniers mois. De plus, l'amortissement des immobilisations corporelles acquises dans le cadre des acquisitions réalisées au second semestre de 2021 a augmenté la charge d'amortissement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La charge d'intérêts a augmenté en regard de l'exercice précédent, en grande partie du fait de la comptabilisation accélérée d'intérêts hors trésorerie de 2 M\$ faisant suite au remboursement des débentures convertibles de décembre 2022.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

La charge d'impôt a diminué de 2 M\$ en raison de la baisse du résultat avant impôt par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'impôt effectif de la société a été ramené de 32 % à 19 %, la société ayant généré son bénéfice dans des territoires où les taux d'impôt sont plus bas pour la période considérée, alors qu'elle avait subi des pertes dans ces territoires pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat net par action a diminué de 50 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 0,10 \$, du fait du recul du résultat net généré pour la période considérée. Le nombre moyen pondéré d'actions s'est accru de 9 %, ce qui a également entraîné une baisse du résultat net par action. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

RÉSULTAT NET AJUSTÉ (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

Trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Résultat net	3 753 \$	7 127 \$
Coûts d'acquisition (après impôt de 65 \$ et de néant)	390	104
Amortissement des immobilisations incorporelles (après impôt de 767 \$ et de 1 202 \$)	2 074	3 249
Comptabilisation des intérêts sur une contrepartie d'acquisition éventuelle (après impôt de néant et de néant)	-	71
Comptabilisation accélérée des intérêts sur les débetures remboursées (après impôt de 599 \$ et de néant)	1 618	-
Résultat net ajusté	7 835 \$	10 551 \$
Par action – de base	0,20 \$	0,30 \$
Par action – après dilution	0,20 \$	0,29 \$

Le résultat net ajusté s'est chiffré à 8 M\$, en baisse de 3 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net ajusté tient compte de la réintégration des coûts liés aux acquisitions, qui se composent des montants après impôt suivants : amortissement des immobilisations incorporelles de 2 M\$ et coûts d'acquisition de moins de 1 M\$. Le résultat net ajusté tient également compte de la réintégration de la comptabilisation accélérée des intérêts hors trésorerie sur le remboursement anticipé des débetures convertibles de 2 M\$ et d'autres éléments (après impôt), lesquels sont définis à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire ».

Le résultat net ajusté par action s'est établi à 0,20 \$, en baisse de 33 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution du résultat net ajusté généré pour la période considérée. Le nombre moyen pondéré d'actions s'est accru de 9 %, ce qui a également entraîné une baisse du résultat net ajusté par action. Des précisions sur la variation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

Trimestres clos les 31 mars	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	25 054 \$	68 266 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28 499	(20 995)
Coûts d'acquisition (après impôt de 65 \$ et de néant)	390	104
Remboursements de capital sur les obligations locatives au titre des droits d'utilisation	(6 534)	(5 737)
	47 409 \$	41 638 \$
Par action – de base	1,22 \$	1,17 \$
Par action – après dilution	1,10 \$	1,06 \$

Les flux de trésorerie disponibles générés par la société pour la période se sont établis à 47 M\$, ce qui représente une augmentation de 6 M\$, ou 14 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse de 3 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 5 M\$ de la charge d'impôt exigible. La rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire », donne plus de détails sur les flux de trésorerie disponibles.

En raison de la hausse des flux de trésorerie disponibles susmentionnée, les flux de trésorerie disponibles par action de base ont augmenté de 4 % pour s'établir à 1,22 \$. Le nombre moyen pondéré d'actions s'est accru de 9 %, ce qui a en partie annulé l'augmentation des flux de trésorerie disponibles. Des précisions sur l'augmentation du nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation figurant dans le tableau des flux de trésorerie, mais sont exclues du rapprochement des flux de trésorerie disponibles. C'est pourquoi elles n'ont aucune incidence sur le calcul de ces derniers. La rubrique 3, « Activités d'investissement », présente une analyse détaillée des variations du fonds de roulement.

3. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Investir en acquérant de nouvelles entreprises ou des immobilisations corporelles et investir dans son fonds de roulement de manière à préserver, voire élargir, son portefeuille de filiales comptent parmi les grands objectifs de la société.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Trimestre clos le 31 mars 2022			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	27 244 \$	634 \$	35 \$	27 913 \$
Dépenses d'investissement de croissance	8 155	13	-	8 168
	35 399 \$	647 \$	35 \$	36 081 \$

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Trimestre clos le 31 mars 2021			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Total
Dépenses d'investissement de maintien	21 053 \$	983 \$	28 \$	22 064 \$
Dépenses d'investissement de croissance	22 178	354	-	22 532
	43 231 \$	1 337 \$	28 \$	44 596 \$

Les dépenses d'investissement de maintien pour la période close le 31 mars 2022 ont augmenté de 27 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement de maintien des compagnies aériennes de la société sont habituellement plus élevées au premier trimestre, durant lequel de nombreux travaux de révision et de maintenance de moteurs sont prévus étant donné que la demande est à son plus bas pour les filiales de transport aérien. Au premier trimestre de 2022, les filiales de transport aérien de la société ont effectué davantage de dépenses d'investissement de maintien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en prévision d'un retour à un nombre de passagers plus normal à l'été 2022.

Secteur Aérospatiale et aviation

Pour la période close le 31 mars 2022, les dépenses d'investissement de maintien des compagnies aériennes existantes et de Provincial se sont élevées à 22 M\$, en hausse de 16 % par rapport à celles de 2021. L'augmentation du nombre de vols et la tendance à un nombre de passagers plus normal au cours de l'été 2022 ont nécessité un retour à des calendriers de maintien plus normaux, en vertu desquels un nombre disproportionné d'activités de maintien ont lieu au cours du premier trimestre, période au cours de laquelle les activités sont habituellement au ralenti. Au cours de la période, les compagnies aériennes existantes et Provincial ont effectué des dépenses d'investissement de croissance totalisant 30 M\$. Les investissements effectués se rapportent notamment à la modification d'aéronefs en vue du contrat de RSR pour la Garde côtière néerlandaise attribué à Provincial, aux investissements visant l'augmentation de la capacité de nos services de transport de passagers, de transport de fret et d'évacuations médicales, ainsi qu'aux investissements visant l'accroissement de la capacité de nos services avec aéronefs à voilure tournante.

Pour la période close le 31 mars 2022, les dépenses d'investissement de maintien de Regional One se sont élevées à 5 M\$, en hausse de 193 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour la période considérée reflète les investissements réalisés pour préparer certains moteurs du portefeuille à la location, car la demande de moteurs se redresse plus rapidement. La pandémie de COVID-19 fait en sorte que le parc d'aéronefs et de moteurs de Regional One est sous-utilisé et, en conséquence, la durée d'utilité disponible n'est pas utilisée au même rythme qu'au cours des périodes précédentes. La société utilisait l'amortissement des immobilisations corporelles comme indicateur des dépenses d'investissement de maintien, puisque les actifs s'usent à mesure que les locataires les font voler et que l'amortissement rend donc compte de l'investissement continu requis pour maintenir les flux de trésorerie disponibles à leurs niveaux actuels. Comme le parc d'aéronefs est présentement sous-utilisé, la méthode utilisée précédemment ne convient toujours pas. Les coûts réels associés au maintien du parc ont été considérablement inférieurs à la charge d'amortissement comptabilisée pour l'exercice. Depuis le deuxième trimestre de 2020, les dépenses réelles engagées pour les actifs déjà détenus sont utilisées comme indicateur des coûts nécessaires au maintien du parc aérien, et continueront de l'être jusqu'à ce que l'incidence de la COVID-19 s'atténue et que le taux d'utilisation du parc aérien justifie à nouveau l'utilisation de l'amortissement comme indicateur des dépenses d'investissement de maintien. D'ici là, tous les achats de nouveaux actifs, après déduction des cessions et transferts vers les stocks, seront comptabilisés dans les dépenses d'investissement de croissance.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Le tableau qui suit présente un sommaire du parc d'actifs en portefeuille de location de Regional One.

Portefeuille de location de Regional One	31 mars 2022		31 décembre 2021	
	Aéronefs	Moteurs	Aéronefs	Moteurs
Portefeuille de location	58 ¹⁾	83	64 ¹⁾	81

Note 1) Le nombre total d'aéronefs ci-dessus comprend neuf fuselages dépourvus de moteurs qui seront loués en parallèle avec des moteurs appartenant à Aero Engines LLC, la coentreprise formée par la société et SkyWest.

Le portefeuille de location de Regional One comprend plusieurs types d'aéronefs et de moteurs, mais ses principales plateformes sont les appareils Bombardier CRJ, les moteurs GE CF34 utilisés dans ces aéronefs, les appareils Embraer ERJ, les appareils Dash-8 et les appareils Q400. Regional One n'est pas une entreprise de location conventionnelle, puisqu'elle ne réalise pas ses profits grâce aux seuls écarts de financement. Elle réalise des flux de trésorerie sur l'acquisition d'actifs et leur location, mais une fois que leur durée d'utilité disponible est écoulee et que les appareils sont retirés du parc actif, les actifs sont vendus ou désassemblés afin de générer des flux de trésorerie supplémentaires. Il est important de noter que ce ne sont pas tous les aéronefs et moteurs composant le portefeuille qui sont en location à un même moment.

Au cours de la période close le 31 mars 2022, Regional One a effectué des dépenses d'investissement de croissance négatives de 22 M\$. Au cours du trimestre, Regional One a vu la demande pour ses aéronefs et ses moteurs se maintenir à des niveaux quasi historiques et en a profité pour vendre certains actifs de son portefeuille. En raison de la nature inhérente du calendrier des ventes et des achats, Regional One n'a pas encore remplacé ces actifs dans le portefeuille de location. Pour compenser en partie les dépenses d'investissement de croissance négatives, les stocks de Regional One ont augmenté de 8 M\$ au premier trimestre de 2022 et des acomptes ont été versés sur des achats d'immobilisations corporelles qui devraient être clôturés d'ici la fin de 2022, comme il est indiqué ci-dessous.

Avant la pandémie, les dépenses d'investissement de croissance de Regional One représentaient l'écart entre le montant net des immobilisations corporelles acquises (actifs achetés diminués des cessions et des transferts vers les stocks) et le montant des dépenses d'investissement de maintien, calculé en utilisant l'amortissement des immobilisations corporelles comme indicateur. Depuis le deuxième trimestre de 2020, les dépenses d'investissement de croissance représentent désormais les achats de nouveaux actifs, après déduction des cessions et des transferts vers les stocks. Puisque les dates où les actifs sont retirés du portefeuille de location et les dates de remplacement de ces actifs peuvent varier d'un trimestre à l'autre, il est possible que les dépenses d'investissement de croissance affichent une valeur négative pour un trimestre donné. La société ne s'attend toutefois pas à enregistrer des montants négatifs au chapitre des dépenses d'investissement de croissance pendant une période prolongée puisqu'elle entend continuer de maintenir, voire accroître, le portefeuille de location.

Secteur Fabrication

Les dépenses d'investissement de maintien du secteur Fabrication se rapportent essentiellement au remplacement de matériel de production et de ses composantes et peuvent varier grandement d'une période à l'autre. Certains actifs de fabrication ont des durées d'utilité plus longues et peuvent donc être utilisés pendant bon nombre d'années avant qu'il soit nécessaire de les remplacer ou d'y apporter des réparations majeures.

Pour la période close le 31 mars 2022, les dépenses d'investissement de maintien effectuées par le secteur Fabrication se sont chiffrées à 1 M\$, ce qui est stable en regard de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période close le 31 mars 2022, les dépenses d'investissement de croissance ont été négligeables et étaient liées à la poursuite d'un projet amorcé pendant une période antérieure.

INVESTISSEMENT DANS LE FONDS DE ROULEMENT

Pour la période close le 31 mars 2022, la société a effectué un investissement de 28 M\$ dans son fonds de roulement. Les détails de l'investissement dans le fonds de roulement sont présentés à la note 15 ainsi que dans le tableau des flux de trésorerie des états financiers consolidés de la société. L'investissement dans le fonds de roulement est essentiellement attribuable à trois facteurs.

Tout d'abord, Regional One a versé de nombreux acomptes sur des immobilisations corporelles à ajouter à son portefeuille de location qui sont actuellement pris en compte dans les charges payées d'avance et acomptes. En supposant que Regional One réalise la transaction, ces acomptes seront comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles au moment de l'achat et serviront à compenser les dépenses d'investissement de croissance négatives enregistrées au premier trimestre de 2022. Outre ces acomptes, Regional One a également investi dans ses stocks au cours du trimestre afin de soutenir l'augmentation des ventes de pièces à l'avenir.

Deuxièmement, les filiales de la société, plus particulièrement dans le secteur Fabrication, ont cherché à atténuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans la mesure du possible en achetant à l'avance des matières premières. Ces achats anticipés ont entraîné une augmentation des stocks par rapport au 31 décembre 2021.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Troisièmement, les produits des activités ordinaires de la société se sont accrus, comme il est indiqué à la rubrique 2, « Résultats d'exploitation ». Cette augmentation des produits des activités ordinaires a nécessité un investissement dans le fonds de roulement pour le trimestre.

4. DIVIDENDES ET RATIOS DE DISTRIBUTION

L'un des grands objectifs de la société est de verser à ses actionnaires des dividendes stables et croissants, objectif qu'elle atteint en exécutant avec constance sa stratégie de base, c'est-à-dire assurer la diversification de ses activités, procéder à des investissements prudents dans ses filiales et effectuer des acquisitions ciblées d'entreprises qui dégagent des flux de trésorerie stables et durables.

Dividendes

Mois	Date de clôture des registres	Dividendes de 2022		Date de clôture des registres	Dividendes de 2021	
		Par action	Montant		Par action	Montant
Janvier	31 janvier 2022	0,19 \$	7 366 \$	29 janvier 2021	0,19 \$	6 744 \$
Février	28 février 2022	0,19	7 372	26 février 2021	0,19	6 748
Mars	31 mars 2022	0,19	7 382	31 mars 2021	0,19	6 755
Total		0,57 \$	22 120 \$		0,57 \$	20 247 \$

Les dividendes déclarés pour le trimestre clos le 31 mars 2022 ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable à l'émission d'actions au cours des 12 derniers mois, surtout dans le cadre du placement d'actions réalisé par la société au deuxième trimestre de 2021, au régime de réinvestissement des dividendes de la société ainsi qu'aux actions émises dans le cadre des acquisitions de Carson, de Macfab, de Telcon, de Ryko et de CTI en 2021. Des précisions sur le nombre d'actions en circulation figurent à la rubrique 6, « Situation de trésorerie et sources de financement ». Le 10 mai 2022, soit après la clôture de la période, la société a bonifié son dividende mensuel de 5,3 %, ou 0,12 \$, par année, le portant à 2,40 \$ par année. L'augmentation prend effet avec le dividende de mai, qui sera versé aux actionnaires en juin 2022.

La société utilise un ratio de distribution fondé sur le bénéfice (le résultat net ajusté) ainsi qu'un ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie (les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien) pour évaluer sa capacité à verser des dividendes à ses actionnaires. Les deux méthodes employées pour calculer les ratios de distribution donnent une indication de la capacité de la société à tirer de ses activités d'exploitation des fonds suffisants pour verser des dividendes. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire », pour obtenir des informations supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS.

Le résultat net ajusté ne tient pas compte des coûts d'acquisition, de l'amortissement des immobilisations incorporelles ni des éléments inhabituels et non récurrents. L'amortissement des immobilisations incorporelles a trait à celles qui sont prises en compte dans la répartition du prix d'acquisition aux fins comptables lorsque la société réalise une acquisition. Aucune dépense d'investissement future n'est requise aux fins du maintien ou du remplacement de ces immobilisations incorporelles et c'est pourquoi l'amortissement n'est pas pris en compte au moment de déterminer la capacité de la société à verser des dividendes. Il n'est pas nécessaire d'engager des coûts d'acquisition pour maintenir les flux de trésorerie existants. C'est pourquoi ils ne sont pas pris en compte dans l'estimation du paiement de dividendes et comprennent les coûts d'acquisition et de démarrage des expansions majeures avant que des produits des activités ordinaires soient générés. Le résultat net ajusté englobe l'amortissement de toutes les dépenses d'investissement et n'est pas touché par la variabilité, d'une période à l'autre, des dépenses d'investissement de maintien.

Les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien sont une mesure qui permet de s'assurer que le ratio de distribution ainsi calculé reflète le remplacement d'immobilisations corporelles qu'exige le maintien des sources de produits existantes de la société. Les sorties de trésorerie associées aux acquisitions et aux dépenses d'investissement qui engendreront une croissance ne sont pas prises en compte dans le calcul de ce ratio puisqu'elles généreront des rendements futurs en sus des flux de trésorerie courants.

Lorsqu'elle cherche à établir si elle peut verser des dividendes et en accroître le montant, la société analyse ses ratios de distribution sur les douze derniers mois. Le recours à une période plus longue réduit l'incidence que la saisonnalité a sur l'analyse. Le premier trimestre de l'exercice est toujours la période qui pose le plus de défis à la société. Les routes d'hiver menant aux collectivités du Nord réduisent la demande pour les services aériens qu'elle offre. Par conséquent, les résultats d'un trimestre peuvent être touchés par des variations saisonnières qui n'influent pas sur la capacité de la société à verser des dividendes sur une plus longue période.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

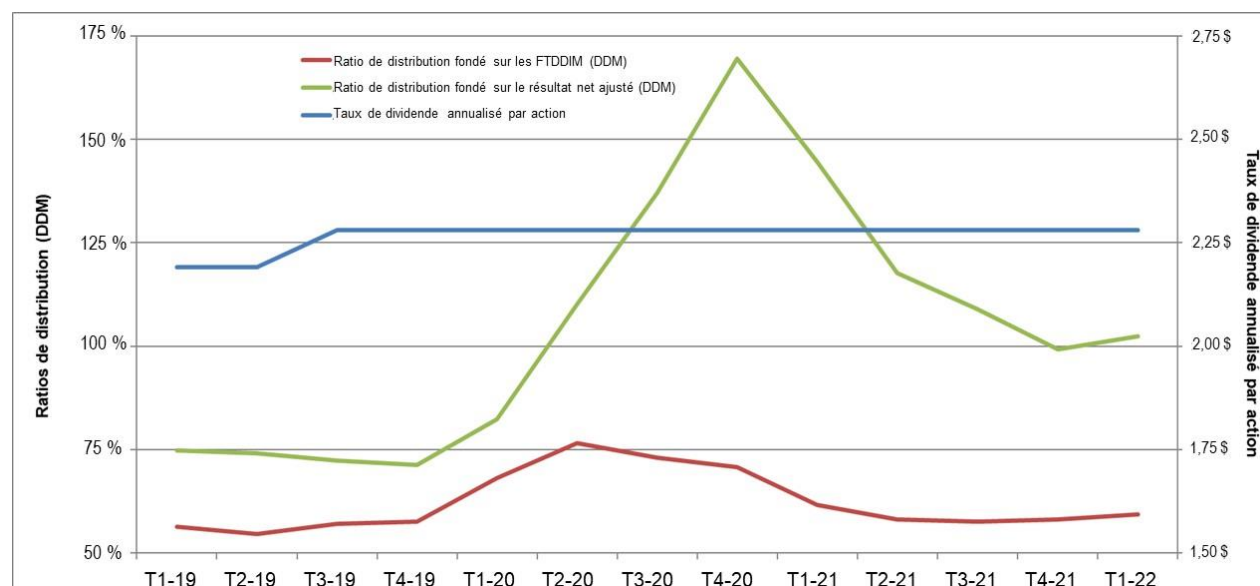
Ratios de distribution (Rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux IFRS et glossaire »)

Ratios de distribution de base par action de la société	2022		2021		
	Périodes closes les 31 mars	Trimestre Douze derniers mois	Trimestre Douze derniers mois	Trimestre Douze derniers mois	
Résultat net ajusté		285 %	105 %	190 %	145 %
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien		114 %	59 %	104 %	62 %

La COVID-19 s'est répercutée sur les ratios de distribution de la société, mais son incidence s'est atténuée avec le temps, ce qui se reflète d'abord et avant tout par l'amélioration du ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté. Le ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté sur les douze derniers mois s'est amélioré, passant de 145 % au 31 mars 2021 à 105 % au 31 mars 2022, en raison de l'atténuation des répercussions de la COVID-19. En outre, le ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien sur les douze derniers mois s'est amélioré, passant de 62 % à 59 % au 31 mars 2022. Le taux d'amélioration du ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté est plus élevé que celui du ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, car l'amortissement des immobilisations corporelles n'a pas augmenté au même rythme que les dépenses d'investissement de maintien, le parc d'actifs de location de la société ayant continué à être amorti pendant la pandémie, même si ceux-ci n'étaient pas utilisés. Voir la rubrique 3, « Activités d'investissement », pour obtenir des informations supplémentaires sur les dépenses d'investissement de maintien.

La nature même des dépenses d'investissement de maintien fait que ce ratio peut varier d'une période à l'autre, selon le calendrier des travaux de maintenance, tel qu'il est analysé à la rubrique 3, « Activités d'investissement ». Le ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté n'est pas touché par le calendrier des dépenses d'investissement de maintien.

L'axe gauche du graphique ci-après indique les ratios de distribution fondés sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien et sur le résultat net ajusté sur les douze derniers mois (« DDM »). L'axe droit montre le taux de dividende annualisé par action.



5. PERSPECTIVES

Confiance. S'il y a un mot qui résume nos perspectives, c'est bien la confiance.

Les effets de la pandémie ont continué à se faire sentir tout au long du premier trimestre de l'exercice, mais nos entreprises ont géré les défis avec habileté et ont généré un BAIIA ajusté de 67 M\$, un record pour un premier trimestre. Bien que la COVID-19 ne soit pas près de nous quitter complètement, la société apprend à s'adapter au virus et une nouvelle normalité est en train d'émerger. Le nombre de passagers, un indicateur clé dans notre secteur Aérospatiale et aviation, est sur une trajectoire ascendante. Les réservations et le carnet de commandes du secteur Fabrication sont en hausse, et des contrats sont gagnés sur de nouveaux marchés géographiques et dans de nouveaux secteurs d'activité. Certes, les impacts durables de la pandémie et de la guerre en Ukraine ont créé un climat économique difficile, mais nos équipes de direction ont mis en place des stratégies et des processus pour atténuer ces impacts autant que possible. Ces éléments constituent les fondements de notre confiance en l'avenir.

Lorsqu'on dispose d'une base solide et de plans judicieux pour l'avenir, on a la confiance nécessaire pour miser sur cette base et créer quelque chose d'encore meilleur, et c'est ce qu'EIC s'acharne à faire. La base financière qu'EIC a construite depuis sa création est le fondement de notre confiance et nous a permis de :

- réaliser deux acquisitions depuis la clôture du premier trimestre, dont la plus importante de notre histoire, celle de Northern Mat pour 325 M\$;
- négocier une facilité bancaire améliorée;
- bonifier notre dividende annuel pour la première fois depuis le début de la pandémie, le portant à 2,40 \$ par action.

Alors que la COVID-19 passe lentement à l'arrière-plan, les restrictions sont progressivement levées dans le monde entier. Pour notre secteur Aérospatiale et aviation, l'assouplissement des restrictions liées aux voyages signifie un retour à un nombre de passagers plus normal. Dans les zones géographiques desservies par nos compagnies aériennes, le nombre de passagers est revenu à environ 90 % des niveaux d'avant la pandémie au deuxième trimestre, à l'exception du marché de Wasaya dans le nord-ouest de l'Ontario. Les produits tirés des services de nolisement sont également solides, la hausse des prix des marchandises entraînant une augmentation de l'activité dans les secteurs des mines, du pétrole et du gaz, ce qui nécessite davantage de services aériens sur demande.

Nos activités de RSR se poursuivent conformément aux attentes en ce qui a trait aux modifications d'aéronefs de la Garde côtière néerlandaise, un contrat que nous avons obtenu en 2020. L'exploitation des aéronefs devrait débuter au troisième trimestre de l'exercice, comme prévu. Les services de RSR sur demande ont quelque peu ralenti, la guerre en Ukraine ayant modifié les priorités politiques et de défense. PAL est toujours en pourparlers pour de nouveaux travaux de surveillance qui s'amorceront à la fin du deuxième trimestre ou au début du troisième trimestre. La situation de l'offre visant le programme d'avions de patrouille maritime de la Malaisie demeure inchangée, PAL étant l'une des deux parties ayant été sélectionnées pour participer aux discussions. Le contrat devrait être attribué au second semestre de l'exercice. PAL a également réussi à obtenir un contrat de sept ans avec les services de santé d'urgence de la province de la Nouvelle-Écosse pour fournir des services d'ambulance aérienne dans toute la province.

Au niveau mondial, les pays lèvent les restrictions à des rythmes différents mais, en règle générale, les restrictions de voyage s'assouplissent. Cela crée à son tour une demande croissante pour les produits et services de Regional One. Les ventes d'actifs plus importants et de pièces ont été sensiblement plus élevées pour le trimestre considéré, ce qui témoigne de l'incidence de l'assouplissement des restrictions. Les ventes d'actifs plus importants tendent à fluctuer d'une période à l'autre, et il s'agit habituellement de transactions dont la valeur monétaire est plus élevée. Les ventes de pièces constituent la base des activités, et l'augmentation des volumes dans ces deux domaines est un indicateur important. La location augmente également, quoiqu'à un rythme plus lent, et sera à la traîne de l'augmentation des ventes de pièces et d'actifs plus importants lorsque les volumes reviendront à la normale.

Dans le secteur Fabrication, la demande reste généralement forte et plusieurs activités connaissent une croissance en raison du contexte économique et géopolitique actuel. Les prix élevés du pétrole entraînent une augmentation de l'activité dans le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta, y compris une augmentation de l'activité des pipelines. Cela a entraîné une hausse des volumes dans nos activités en Alberta et nous prévoyons que cette situation continuera de s'améliorer. Le conflit en Ukraine incite les pays du monde entier à augmenter leurs dépenses de défense, ce qui rejailit favorablement sur Ben Machine. Quest demeure touchée par des calendriers de projets changeants, ce qui limitera les volumes à court terme, mais les annulations complètes de projets restent rares. En témoigne le fait que le carnet de commandes de Quest a augmenté plus rapidement au cours des trois derniers mois qu'au cours de n'importe quel trimestre des deux dernières années. Autre signal positif, Quest a récemment obtenu des contrats pour les exercices à venir à Philadelphie et à Nashville, deux villes où elle n'était pas présente auparavant, ce qui lui permet d'accroître son exposition et son potentiel d'affaires récurrentes à long terme.

À l'instar des entreprises du monde entier, nos activités sont confrontées à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, à l'inflation et à une pénurie de main-d'œuvre. Chacune de nos entreprises est différente et est confrontée à des défis uniques. Toutefois, en partageant leurs connaissances et leurs idées, nos équipes de direction sont en mesure d'apprendre les unes des autres et d'adapter ces idées à leurs propres activités. Il s'agit d'un avantage distinct dont bénéficient nos entreprises dans le cadre d'une organisation diversifiée qui privilégie les équipes de direction exceptionnelles et les entreprises solides lors de l'acquisition de sociétés.

Cela dit, il ne fait aucun doute que ces problèmes vont comprimer nos marges pour le moment. L'inflation générale, les coûts de transport et l'accès aux intrants des produits touchent toutes les entreprises à un degré ou à un autre. Nos équipes de direction analysent continuellement les risques liés à la chaîne d'approvisionnement, non seulement pour nos fournisseurs, mais aussi pour les leurs, puis prennent des décisions d'achat stratégiques afin de garantir la disponibilité des stocks au meilleur coût possible. Nous travaillons également avec nos clients pour nous assurer que nous comprenons leurs besoins, en réduisant au minimum les délais nécessaires pour fournir des devis ou établir la tarification tout en veillant à ce que les prix reflètent le plus fidèlement possible les coûts réels des produits et services que nous fournissons. En plus de ces problèmes généraux, les secteurs Fabrication et Aérospatiale et aviation sont tous deux confrontés à des défis qui leur sont propres.

Le secteur Fabrication demeure entravé par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Cette situation exerce une pression sur les calendriers de production et augmente les coûts de la main-d'œuvre en raison des heures supplémentaires et de la nécessité d'augmenter les salaires pour attirer et retenir la main-d'œuvre. Nos entreprises gèrent les pénuries de main-d'œuvre en veillant à ce que les structures de rémunération soient équitables, en offrant des formations, en promouvant des programmes d'apprentissage et en embauchant des étudiants, dans le but d'attirer et de retenir les employés en leur montrant la valeur à long terme d'un travail chez EIC. La filiale du secteur Fabrication la plus touchée par ces problèmes est Quest. Le délai plus long entre l'obtention du contrat et la fabrication et l'installation du produit crée une plus grande exposition aux pressions inflationnistes. Les projets retardés à cause de la COVID-19, combinés à ces facteurs économiques, laissent des trous dans le calendrier de production. La direction comble ces lacunes dans la mesure du possible, mais les travaux de remplacement portent souvent sur des montants inférieurs et des marges plus faibles. La grande majorité des travaux reportés seront éventuellement effectués. Nous considérons donc que les problèmes de production actuels sont de nature temporaire et nous sommes optimistes quant à la réalisation des projets.

L'augmentation du coût du carburant est l'une des préoccupations à court terme les plus pressantes pour les entreprises du secteur Aérospatiale et aviation d'EIC. Un grand nombre de nos contrats avec des clients contiennent des clauses d'indexation en fonction du coût du carburant. Cependant, les modalités de ces clauses permettent généralement des changements de prix au cours du trimestre suivant le changement du coût du carburant. Il y aura toujours un décalage entre l'augmentation initiale des coûts et notre capacité à y réagir, ce qui entraîne une érosion des marges pendant cette période de décalage. Les déplacements des collectivités du nord vers les villes du sud du Canada pour des procédures médicales et diagnostiques continuent d'être touchés par le retard qu'accusent les centres médicaux urbains. L'intensification du variant Omicron au premier trimestre a augmenté les délais, et ces centres médicaux ne fonctionnent pas encore à plein régime, ce qui signifie que les procédures continuent d'être retardées. Les gouvernements travaillent d'arrache-pied pour mettre en place des processus permettant de résorber le retard aussi rapidement que possible, ce qui sera un facteur déterminant pour le retour à la normale des déplacements médicaux. Enfin, la pénurie de pilotes est rapidement réapparue dans le secteur. La pandémie de COVID-19 avait fait en sorte que de nombreux pilotes qui avaient été licenciés ou mis au chômage technique dans l'ensemble du secteur ont pris leur retraite ou ont décidé de ne pas revenir. Les pilotes qui reviennent bénéficient d'occasions qui ne leur étaient pas accessibles auparavant. Pour aggraver la situation, de nombreuses écoles de pilotage ont été fermées pendant la pandémie, ce qui a fait stagner le flux de nouveaux pilotes dans le système. Ces écoles de pilotage ont rouvert leurs portes, mais l'impact sur la formation globale à court terme des nouveaux pilotes ne sera pas atténué avant un certain temps.

EIC a été un chef de file dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nouvelles et innovantes pour faire face à l'impact de la pénurie de pilotes dans nos compagnies aériennes. Notre programme Life in Flight est offert depuis quelques années maintenant, bien que la formation ait été mise en pause lorsque les écoles de pilotage ont fermé leurs portes pendant la pandémie. Nous avons récemment lancé un nouveau concept innovant qui, en plus de contribuer à remédier à la pénurie de pilotes, offre également des occasions aux Autochtones vivant dans les collectivités que nous desservons. Le programme Atik Mason Indigenous Pilot Pathway (le « programme Pathway ») est une occasion entièrement financée pour les Autochtones d'apprendre à piloter et de faire carrière en tant que pilotes professionnels. Ce programme a été conçu pour éliminer les principaux obstacles à la formation au pilotage auxquels sont confrontés les candidats autochtones, notamment le coût et la distance, et tient compte de l'importance de maintenir un lien profond avec la culture autochtone pendant la formation. Dans le cadre de ce programme, la filiale d'EIC, MFC Training, établit une base saisonnière à Thompson, au Manitoba, afin de réduire l'obstacle que représente l'emplacement pour accéder à la formation au pilotage. Le fait d'offrir une formation entièrement financée au cœur du nord du Manitoba permettra aux participants au programme de maintenir un lien solide avec leur foyer et leur culture tout en se mettant au défi d'acquérir les compétences, la confiance et les licences nécessaires pour devenir des pilotes professionnels.

Investir pour la croissance a toujours été, et sera toujours, une pierre angulaire d'EIC. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, EIC sait tirer parti des occasions qui se présentent, que ce soit par le biais d'investissements dans des actifs au sein de nos activités existantes ou d'acquisitions. Tant que les investissements répondent à nos critères d'investissement internes, peu importe qu'il s'agisse d'acquisitions ou de dépenses d'investissement de croissance. Au premier trimestre, EIC a principalement investi dans les stocks de Regional One, dans un recalibrage de son portefeuille afin d'assurer une répartition optimale des stocks, et dans des moteurs et actifs plus importants disponibles à la vente et à la location. Depuis le début du deuxième trimestre, la société a réalisé d'importantes dépenses d'investissement de croissance par le biais des acquisitions de Northern Mat et d'APL. Pour l'avenir, Regional One cible plusieurs grands portefeuilles d'aéronefs qu'elle compte acquérir à mesure que la pandémie de COVID-19 s'estompe, et elle s'efforcera de saisir les occasions d'acquisition qui s'offrent à elle. Un contrat a déjà été signé par lequel Regional One va acquérir plus de 50 aéronefs Embraer ERJ-140 au cours des prochains trimestres.

L'un des avantages de l'acquisition de Northern Mat, au-delà du simple impact financier, est l'influence significative qu'elle aura dans la définition du profil ESG de la société. Le développement durable est l'une des pierres angulaires du modèle économique de Northern Mat. Les tabliers et ponts de Northern Mat permettent d'accéder à des régions éloignées d'une manière plus respectueuse de l'environnement que la construction de routes temporaires en gravier et l'installation de ponceaux et de dispositifs de dérivation de l'eau, qui sont difficiles à enlever et compliquent la remise en état et qui peuvent causer une contamination croisée du sol. Au-delà du simple fait d'être un fournisseur de services respectueux de l'environnement, Northern Mat reconnaît la nécessité de fonctionner de manière responsable. Tout le bois acheté auprès de fournisseurs canadiens par Northern Mat pour ses tabliers provient de fournisseurs certifiés pour la gestion durable des forêts. Pour chaque arbre récolté, 3,5 semis sont plantés, assurant ainsi des ressources renouvelables pour les générations futures.

Comme beaucoup d'autres entreprises d'EIC, Northern Mat exerce des activités dans de nombreuses collectivités autochtones du Canada. Northern Mat, à l'instar d'EIC, a établi de nombreux partenariats avec les collectivités autochtones où elle exerce des activités. Northern Mat a également créé une politique de relations avec les Autochtones basée sur le respect mutuel, l'équité, la compréhension et la communication ouverte pour comprendre les préoccupations concernant l'utilisation des terres et les impacts réduire au minimum sur les zones sensibles. Northern Mat veut être le partenaire commercial et l'employeur de choix pour les collectivités et les peuples autochtones.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de maintien sont nécessaires pour maintenir la capacité bénéficiaire de nos filiales. Les dépenses d'investissement de maintien ont augmenté en fonction de l'élargissement de la portée de nos activités au cours des dernières années. Comme nous avons connu une diminution de nos heures de vol en raison de la pandémie, nous avons également diminué nos dépenses d'investissement de maintien en fonction du nombre de vols. La diminution des heures de vol a entraîné des dépenses d'investissement de maintien beaucoup moins élevées au plus fort de la pandémie. Les dépenses d'investissement de maintien ont augmenté par suite de l'augmentation des heures de vol. Cette tendance devrait se poursuivre à mesure que le nombre de passagers et les dépenses d'investissement de maintien renouent avec leurs niveaux pré-pandémie.

Les avions loués de Regional One ne volent plus autant qu'avant la pandémie. Par conséquent, la durée d'utilité disponible de ces appareils ne s'écoule pas au même rythme. Les dépenses d'investissement réelles pour les actifs déjà détenus sont donc affectées aux coûts de maintien du parc depuis le deuxième trimestre de 2020. Cette situation se poursuivra jusqu'à ce que le taux d'utilisation du parc aérien justifie à nouveau l'utilisation de l'amortissement comme indicateur des dépenses d'investissement de maintien.

Dans un avenir prévisible, les dépenses d'investissement de croissance seront principalement orientées vers les occasions d'acquisition d'actifs plus importants par Regional One. PAL continuera également à investir afin de soutenir son contrat en cours aux Pays-Bas et l'achèvement du hangar à Winnipeg pour le contrat de remplacement d'aéronefs de recherche et de sauvetage à voilure fixe.

Un modèle d'entreprise de la trempe de celui d'EIC, qui enregistre succès après succès depuis près de deux décennies, est synonyme de confiance. Nous sommes convaincus que les investissements qui respectent nos principes directeurs donneront les résultats escomptés et que lorsque des occasions se présentent, le manque d'accès au capital n'empêchera pas de les saisir, et que les investissements ne nuiront pas au bilan. Cette confiance nous permet d'affirmer que nous prévoyons un BAIIA ajusté de l'ordre de 410 M\$ à 430 M\$ pour l'exercice 2022 et de 500 M\$ à 530 M\$ pour 2023. Cette confiance s'est également traduite par une augmentation annuelle moyenne du dividende de 5 % depuis près de 20 ans, y compris une augmentation à 2,40 \$ par action pour l'exercice écoulé.

6. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la société, ses flux de trésorerie disponibles et ses sources de financement restent solides. La société a effectué plusieurs opérations sur capitaux propres en 2021, ce qui a consolidé son bilan alors qu'elle préparait son avenir. Ces opérations lui ont procuré un meilleur accès au capital dont elle a besoin pour réaliser d'autres acquisitions et améliorer sa capacité d'investir dans ses filiales en exploitation, tout en lui permettant de résister aux contrecoups des ralentissements économiques. De plus, l'échéancier structuré des titres d'emprunt procure une souplesse financière accrue. Après la clôture de la période, la société a procédé à une augmentation et à une prorogation de sa facilité de crédit, qui sont décrites plus loin.

Au quatrième trimestre de 2021, la société a réalisé un placement de débentures convertibles, qui a généré un produit brut de 115 M\$. Le produit net de ce placement a été temporairement utilisé pour rembourser l'encours de la facilité de crédit de premier rang et, au premier trimestre de 2022, il a été affecté au remboursement des séries de débentures convertibles venant à échéance le 31 décembre 2022. Dans la foulée de ce remboursement, la société n'a plus de dette arrivant à échéance avant le 30 juin 2025, ce qui lui donne une marge de manœuvre financière exceptionnelle tout en lui donnant accès aux capitaux nécessaires pour investir dans la croissance future.

Au 31 mars 2022, la principale clause restrictive de nature financière associée à la facilité de crédit de la société était un ratio de levier financier selon les créances prioritaires d'au plus 4,0. Le ratio de levier financier de la société est actuellement de 2,41 et s'est amélioré depuis le début de la pandémie. Conformément à la gestion historique de son état de la situation financière, EIC continue à gérer ses liquidités de manière proactive, de sorte que si une occasion se présente, elle sera en mesure de la saisir et aura les ressources financières lui permettant de le faire.

Au 31 mars 2022, la société disposait de liquidités d'environ 820 M\$ grâce à ses fonds en caisse, à sa facilité de crédit et à une clause accordéon, ce qui, conjugué aux flux de trésorerie disponibles élevés, fait que la société conserve une situation de trésorerie très solide.

Au 31 mars 2022, la trésorerie de la société s'établissait à 69 M\$ (75 M\$ au 31 décembre 2021) et son fonds de roulement net, à 348 M\$ (225 M\$ au 31 décembre 2021), ce qui représente un ratio actuel de 1,89 pour 1 (1,47 pour 1 au 31 décembre 2021). Le ratio actuel est calculé en divisant les actifs courants par les passifs courants, comme il est présenté dans l'état de la situation financière. À l'exercice précédent, la présentation des débentures convertibles arrivant à échéance le 31 décembre 2022, lesquelles ont été remboursées au premier trimestre de 2022, en tant que passif courant, a eu une incidence sur le ratio actuel.

Aperçu de la structure du capital

Le tableau suivant présente un sommaire de la structure du capital de la société.

	31 mars 2022	31 décembre 2021
Total des créances prioritaires en cours (montant en capital)	837 793 \$	710 681 \$
Débentures convertibles en cours (valeur nominale)	425 500	525 500
Actions ordinaires	857 362	852 821
Total du capital	2 120 655 \$	2 089 002 \$

Facilité de crédit

Au 31 mars 2022, la facilité de crédit de la société se chiffrait à environ 1,3 G\$, une tranche de 1,1 G\$ ayant été attribuée à son siège social canadien et une autre de 150 M\$ US, à EEIF Management USA, Inc. Cette facilité permet de contracter des emprunts libellés en dollars canadiens ou en dollars américains. Au 31 mars 2022, la société y avait prélevé 190 M\$ et 518 M\$ US (190 M\$ et 411 M\$ US au 31 décembre 2021).

Le 10 mai 2022, la société a modifié sa facilité de crédit. La facilité de crédit bonifiée a été portée à quelque 1,75 G\$ et son échéance a été prorogée au 10 mai 2026. Cela comprend un montant de 1,45 G\$ attribué au siège social canadien de la société et un montant de 250 M\$ US attribué à EEIF Management USA, Inc. L'augmentation de la taille de la facilité donne à la société la capacité de continuer à exécuter sa stratégie de base qui consiste à rechercher une croissance rentable par le biais d'investissements dans ses filiales en exploitation et d'acquisitions.

La dette à long terme de la société, déduction faite de la trésorerie, a augmenté de 134 M\$ depuis le 31 décembre 2021. L'augmentation est principalement attribuable au remboursement des débentures convertibles qui devaient arriver à échéance en décembre 2022 pour un montant en capital de 100 M\$, qui a été financé par la facilité de crédit de la société. Au 31 décembre 2021, la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, avait diminué temporairement, puisque les fonds mobilisés dans le cadre d'une émission de débentures convertibles en décembre 2021 ont été utilisés pour rembourser la facilité de crédit, pour ensuite être affectés au remboursement de ces débentures au premier trimestre de 2022. Le reste de la hausse s'explique par les investissements dans les dépenses d'investissement de croissance et le fonds de roulement, tel qu'il est analysé à la rubrique 3, « Activités d'investissement ».

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Au cours du trimestre, la société a utilisé des dérivés dans le cadre de plusieurs swaps de devises variable-variable (« swaps ») avec un membre de son syndicat de prêteurs. En vertu des swaps, les sommes doivent être échangées de nouveau un mois plus tard selon les mêmes modalités, sauf si les deux parties acceptent de prolonger un swap pour une période supplémentaire d'un mois. En contractant des swaps, la société est à même de tirer parti des taux d'intérêt plus faibles. Les swaps atténuent le risque de fluctuation de la valeur des emprunts en dollars américains de la société, car ils seront échangés contre un montant équivalent en dollars canadiens un mois plus tard. Au 31 mars 2022, une tranche de 231 M\$ US (122 M\$ US au 31 décembre 2021) des emprunts de la société libellés en dollars américains était couverte par ces swaps.

Débetures convertibles

Les tableaux suivants présentent un sommaire des débetures convertibles en cours au 31 mars 2022 et de l'évolution de ces débetures en cours pour le trimestre clos à cette date.

Série – Année d'émission	Symbole boursier	Échéance	Taux d'intérêt	Prix de conversion
Débetures non garanties – 2018	EIF.DB.J	30 juin 2025	5,35 %	49,00 \$
Débetures non garanties – 2019	EIF.DB.K	31 mars 2026	5,75 %	49,00 \$
Débetures non garanties – juillet 2021	EIF.DB.L	31 juillet 2028	5,25 %	52,70 \$
Débetures non garanties – décembre 2021	EIF.DB.M	15 janvier 2029	5,25 %	60,00 \$

Valeur nominale	Solde à l'ouverture de la période	Émises	Converties	Remboursées/échues	Solde à la clôture de la période
Débetures non garanties – décembre 2017	100 000 \$	- \$	(8) \$	(99 992) \$	- \$
Débetures non garanties – juin 2018	80 500	-	-	-	80 500
Débetures non garanties – mars 2019	86 250	-	-	-	86 250
Débetures non garanties – juillet 2021	143 750	-	-	-	143 750
Débetures non garanties – décembre 2021	115 000	-	-	-	115 000
Total	525 500 \$	- \$	(8) \$	(99 992) \$	425 500 \$

Au premier trimestre, la société a remboursé les débetures convertibles à 5,25 % d'une durée de 5 ans dont l'échéance était le 31 décembre 2022. Le remboursement des débetures a été réglé au moyen des fonds provenant de l'émission, par la société, de ses débetures convertibles à 5,25 %, dont le placement a été réalisé en décembre 2021. Avant la date du remboursement du 11 février 2022, des débetures d'un montant en capital de moins de 1 M\$ ont été converties en 155 actions ordinaires, au prix de 51,50 \$ par action. Le 11 février 2022, le reste des débetures en cours, d'un montant en capital de 100 M\$, ont été remboursées par la société.

Capital-actions

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution des actions en circulation de la société pour le trimestre clos le 31 mars 2022.

	Date d'émission	Nombre d'actions
Actions en circulation à l'ouverture de la période		38 740 389
Émission d'actions à la conversion de débetures convertibles	Diverses dates	155
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	Diverses dates	90 406
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat des employés	21 mars 2022	21 071
Actions en circulation à la clôture de la période		38 852 021

Au cours de la période, la société a émis 90 406 actions aux termes de son programme de réinvestissement des dividendes et, en vertu de celui-ci, elle a reçu 4 M\$ pour ces actions.

Au cours de la période, la société a émis 21 071 actions aux termes de son régime d'actionnariat des employés et, en vertu de celui-ci, elle a reçu 1 M\$ pour ces actions.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 a augmenté de 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable aux actions émises dans le cadre du placement d'actions réalisé par la société au deuxième trimestre de 2021, au régime de réinvestissement des dividendes de la société ainsi qu'aux actions émises dans le cadre des acquisitions de Carson, de Macfab, de Telcon, de Ryko et de CTI en 2021.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 février 2022, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour ses actions ordinaires et certaines séries de débentures convertibles. Aux termes de l'offre renouvelée pour les actions ordinaires, la société peut racheter des actions ordinaires du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2023. Elle peut racheter jusqu'à 3 580 512 actions et ses rachats quotidiens sont limités à 20 179 actions, sous réserve des dispenses d'application relatives aux rachats en bloc. La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités parce qu'elle juge qu'il arrive à l'occasion que le cours de ses actions ordinaires ne reflète pas pleinement leur valeur. La société est d'avis que, dans ces circonstances, le rachat d'actions ordinaires représente une affectation relative de son capital.

Aux termes de l'offre pour certaines séries de débentures convertibles, la société peut racheter les titres de certaines séries de débentures convertibles du 1^{er} mars 2022 au 28 février 2023. Elle peut racheter jusqu'à 8 050 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,35 % et d'une durée de 7 ans d'EIC, jusqu'à 8 625 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,75 % et d'une durée de 7 ans d'EIC, jusqu'à 14 375 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,25 % et d'une durée de 7 ans d'EIC et jusqu'à 11 500 \$ de capital de débentures subordonnées convertibles non garanties portant intérêt au taux de 5,25 % et d'une durée de 7 ans d'EIC); et ses rachats quotidiens sont limités respectivement à un capital de 7 \$, de 11 \$, de 70 \$ et de 60 \$, sous réserve des dispenses d'application relatives aux rachats en bloc. La société a demandé l'approbation de cette offre afin de racheter et d'annuler des débentures pendant les périodes d'instabilité sur les marchés durant lesquelles la direction est d'avis que le cours de ses débentures ne reflète pas pleinement leur valeur.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la société n'a effectué aucun rachat aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et elle a donc toujours la possibilité de racheter le nombre maximal indiqué ci-dessus.

7. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La nature des transactions avec des parties liées que la société a conclues au cours du trimestre clos le 31 mars 2022 est semblable à celle des transactions décrites dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

8. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX

Pour préparer les états financiers, la direction doit porter des jugements aux fins de l'application de ses méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les estimations et les autres jugements sont continuellement évalués et reposent sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances. Les estimations et jugements comptables cruciaux n'ont pas changé par rapport à ceux qui sont décrits dans le rapport de gestion de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

9. MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables que la société a retenues pour établir les résultats des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre clos le 31 mars 2022, qui sont présentés et analysés dans le présent rapport, sont décrites de façon détaillée à la note 3 des états financiers consolidés annuels de 2021 de la société et à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires de la société du trimestre clos le 31 mars 2022.

10. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de mettre en place et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux IFRS, comme le précise le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Conformément au concept d'assurance raisonnable, la société reconnaît que les systèmes de contrôles internes, si bien conçus soient-ils, comportent des limites intrinsèques. En conséquence, les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs de ces contrôles sont atteints.

La direction de la société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière. La direction a évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société conformément à un cadre approprié, soit le document *Internal Control – Integrated Framework* publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations (le « COSO ») de la Treadway Commission.

La direction a évalué la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société au 31 mars 2022 et a conclu qu'elle était efficace.

Carson Air a été acquise le 5 juillet 2021, Macfab, le 11 août 2021, Telcon, le 9 novembre 2021, Ryko, le 1^{er} décembre 2021 et CTI, le 16 décembre 2021. Conformément à l'alinéa 3.3(1) b) du Règlement 52-109, la direction a limité la portée de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière en excluant les contrôles de chacune de ces entités, car la direction n'a pas terminé son examen des contrôles internes à l'égard de l'information financière de ces sociétés nouvellement acquises. Les produits des activités ordinaires de ces entités pris en compte dans les résultats consolidés de la société pour le premier trimestre de 2022 se sont établis à 46 M\$. Au 31 mars 2022, ces entités affichaient des actifs courants de 37 M\$, des actifs non courants de 165 M\$, des passifs courants de 24 M\$ et des passifs non courants de 22 M\$.

Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes de la société au cours de la période de l'exercice 2022 qui a eu ou qui aurait vraisemblablement une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le 10 mai 2022, soit après la clôture du premier trimestre, la société a acquis APL et Northern Mat. En date du présent rapport de gestion, la direction n'avait pas terminé son examen des contrôles internes à l'égard de l'information financière de ces filiales nouvellement acquises ni déterminé leur incidence, le cas échéant, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société. Une évaluation de cette incidence sera terminée d'ici la fin de l'exercice 2022.

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction a mis en place et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la société est communiquée à la direction en temps opportun et que l'information que la société est tenue de fournir est communiquée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La direction a conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces au 31 mars 2022.

11. FACTEURS DE RISQUE

La société et ses filiales sont exposées à plusieurs risques commerciaux. Ces risques ont trait à la structure de la société et aux activités de ses filiales. Les principaux risques et incertitudes de la société n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans son rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET GLOSSAIRE

Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles et les dépenses d'investissement de maintien et de croissance ne sont pas des mesures reconnues aux termes des IFRS et c'est pourquoi ils sont définis ci-après.

Le 27 mai 2021, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont publié le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* et l'instruction générale relative à ce règlement qui sont entrés en vigueur pour les exercices se terminant après le 15 octobre 2021. En raison des exigences prévues par ce règlement, la société présente le « BAIIA ajusté » qui est déterminé exactement de la même façon que le « BAIIA » a été présenté dans les rapports de gestion antérieurs. Par conséquent, tous les montants présentés au titre du « BAIIA ajusté » sont directement comparables aux montants présentés au titre du « BAIIA » dans les rapports de gestion antérieurs.

BAIIA ajusté : Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice avant les intérêts, l'impôt, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie tels que les profits ou pertes comptabilisés sur la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation d'actifs et les coûts de restructuration ainsi que tout élément hors exploitation inhabituel et non récurrent tel que les coûts d'acquisition. Cette mesure est utilisée par la direction pour évaluer les résultats consolidés de la société et les résultats de ses secteurs opérationnels. Le BAIIA ajusté est une mesure de performance utilisée par de nombreux investisseurs pour analyser les flux de trésorerie d'exploitation distribuables avant déduction des montants affectés au service de la dette, aux dépenses d'investissement et à l'impôt. La mesure conforme aux IFRS la plus comparable, présentée dans les états du résultat net de la société en tant que mesure conforme aux IFRS supplémentaire, est le bénéfice d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres.

Résultat net ajusté : Le résultat net ajusté correspond au résultat net ajusté de façon à tenir compte des coûts d'acquisition, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de la comptabilisation des intérêts sur la contrepartie d'acquisition éventuelle, de la comptabilisation accélérée des intérêts sur les débentures convertibles et des éléments non récurrents. Le résultat net ajusté est une mesure de performance, tout comme le sont les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, que la société utilise pour évaluer les flux de trésorerie disponibles à des fins de distribution à ses actionnaires. Le résultat net est la mesure conforme aux IFRS la plus comparable. La comptabilisation des

intérêts sur la contrepartie éventuelle est effectuée au cours de la période qui suit une acquisition après que le paiement aux vendeurs prévu a été actualisé. Le montant comptabilisé à l'acquisition est ajusté en fonction du paiement prévu durant la période d'indexation sur le résultat. La comptabilisation accélérée des intérêts sur les débentures convertibles reflète la comptabilisation, pour une période donnée, des intérêts additionnels qui auraient été comptabilisés sur la durée résiduelle avant l'échéance, si les séries de débentures n'avaient pas été remboursées de façon anticipée. Ces intérêts représentent la différence entre la valeur comptable des débentures convertibles et leur valeur nominale en cours.

La société présente le résultat net ajusté par action, qui est calculé en divisant le résultat net ajusté, comme il est défini précédemment, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, comme il est présenté dans les états financiers et les notes de la société.

La société présente un ratio de distribution fondé sur le résultat net ajusté, qui est calculé en divisant les dividendes déclarés au cours d'une période, comme il est présenté dans les états financiers et les notes de la société, par le résultat net ajusté, comme il est défini précédemment. La société utilise cette mesure pour évaluer les flux de trésorerie disponibles à des fins de distribution à ses actionnaires.

Flux de trésorerie disponibles : Les flux de trésorerie disponibles de l'exercice correspondent aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tels qu'ils sont définis par les IFRS, ajustés pour tenir compte des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, des coûts d'acquisition, des remboursements de capital sur les obligations locatives au titre des droits d'utilisation et de tout élément hors exploitation inhabituel et non récurrent. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure de performance utilisée par la direction et les investisseurs pour analyser les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la prise en compte de l'incidence saisonnière des variations des éléments du fonds de roulement ou d'autres éléments inhabituels. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont la mesure conforme aux IFRS la plus comparable. Les ajustements apportés aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans le calcul des flux de trésorerie disponibles comprennent d'autres mesures conformes aux IFRS, dont les ajustements pour tenir compte de l'incidence des variations du fonds de roulement et de la déduction des remboursements de capital sur les obligations locatives au titre des droits d'utilisation.

La société présente les flux de trésorerie disponibles par action, qui sont calculés en divisant les flux de trésorerie disponibles, comme ils sont définis précédemment, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, comme il est présenté dans les états financiers et les notes de la société.

Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien : Pour l'exercice, les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien correspondent aux flux de trésorerie disponibles, comme ils sont définis précédemment, diminués des dépenses d'investissement de maintien, comme elles sont définies plus loin.

La société présente les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien par action, qui sont calculés en divisant les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, comme ils sont définis précédemment, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, comme il est présenté dans les états financiers et les notes de la société.

La société présente un ratio de distribution fondé sur les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, qui est calculé en divisant les dividendes déclarés au cours d'une période, comme ils sont présentés dans les états financiers et les notes de la société, par les flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien, comme ils sont définis précédemment. La société utilise cette mesure pour évaluer les flux de trésorerie disponibles à des fins de distribution à ses actionnaires.

Dépenses d'investissement de maintien et de croissance : Les dépenses d'investissement de maintien correspondent aux dépenses d'investissement engagées par la société pour maintenir son exploitation à son niveau actuel et, avant le début de la pandémie de COVID-19, à l'amortissement comptabilisé relativement aux actifs de son portefeuille de location. Les autres dépenses d'investissement sont classées comme dépenses d'investissement de croissance puisqu'elles généreront de nouveaux flux de trésorerie et ne sont pas prises en compte par la direction dans la détermination des flux de trésorerie nécessaires au maintien des activités actuelles de la société. Bien qu'il n'y ait pas de mesure conforme aux IFRS comparable pour les dépenses d'investissement de maintien ou les dépenses d'investissement de croissance, le total des dépenses d'investissement de maintien et des dépenses d'investissement de croissance correspond au total des achats d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, après déduction des cessions, dans le tableau des flux de trésorerie.

Les dépenses d'investissement de maintien de la société comprennent les révisions des moteurs d'aéronefs et les contrôles structurels des fuselages. Elles sont comptabilisées au moment où ces travaux sont effectués et peuvent être importantes. Chaque type d'aéronef a, selon les normes des fabricants, ses propres exigences quant à ses composantes majeures, et le moment où sa maintenance a lieu peut dépendre de la mesure dans laquelle il est utilisé. Par conséquent, le montant et le moment de ces dépenses d'investissement de maintien peuvent varier considérablement d'une période à l'autre, à l'intérieur d'un même exercice ou en comparaison avec l'exercice précédent.

Les achats, par Regional One, d'aéronefs en exploitation aux fins de son portefeuille de location constituent des dépenses d'investissement et, avant l'éclosion de la COVID-19, le processus utilisé pour classer ces dépenses dans celles de maintien ou de croissance dépendait de l'amortissement de ce portefeuille. Les aéronefs qui sont loués à des tiers s'usent au fil du temps et c'est pourquoi des réinvestissements sont nécessaires afin de maintenir leur capacité à générer, dans l'avenir, des flux de trésorerie d'un niveau comparable au niveau actuel. L'amortissement représentait historiquement la diminution de la durée d'utilité résiduelle de ces appareils. Pour le premier trimestre de 2020, un montant correspondant à l'amortissement constaté par Regional One est inclus dans les dépenses d'investissement de maintien consolidées de la société. Seules les dépenses d'investissement nettes qui sont supérieures à l'amortissement ont été classées dans les dépenses d'investissement de croissance. Si Regional One n'a effectué aucun achat d'immobilisation corporelle durant la période, les dépenses d'investissement de maintien demeurent quand même égales à l'amortissement constaté sur ses actifs loués, et les dépenses d'investissement de croissance sont négatives, ce qui représente la diminution du bénéfice et des flux de trésorerie pouvant être réalisés dans l'avenir. Le total des dépenses d'investissement de maintien et de croissance équivaut toujours aux sommes réellement engagées sur les immobilisations corporelles au cours de la période. Cela garantit que le ratio de distribution reflète les remplacements requis des actifs loués de Regional One.

Par le passé, la société a utilisé l'amortissement des immobilisations corporelles comme indicateur des dépenses d'investissement de maintien de Regional One, puisque les actifs s'usent à mesure que les locataires les font voler et que l'amortissement rend donc compte de l'investissement continu requis pour maintenir les flux de trésorerie disponibles à leurs niveaux actuels. Depuis le deuxième trimestre de 2020, les dépenses réelles engagées pour les actifs déjà détenus sont utilisées comme indicateur des coûts nécessaires au maintien du parc aérien, et continueront de l'être jusqu'à ce que l'incidence de la COVID-19 s'atténue et que le taux d'utilisation du parc aérien justifie à nouveau l'utilisation de l'amortissement comme indicateur des dépenses d'investissement de maintien. D'ici là, tous les achats de nouveaux actifs, après déduction des cessions et transferts vers les stocks, seront comptabilisés dans les dépenses d'investissement de croissance.

Les achats de stocks ne sont pris en compte ni dans les dépenses d'investissement de croissance ni dans celles de maintien. Les aéronefs achetés en vue de leur désassemblage ou de leur revente sont constatés dans les stocks et non dans les dépenses d'investissement. S'il est décidé de retirer un aéronef du portefeuille de location et de le vendre ou de le démanteler, sa valeur comptable nette est virée des immobilisations corporelles aux stocks. Dans le cas de Regional One, les immobilisations corporelles figurant à l'état de la situation financière comprennent les aéronefs en exploitation et les moteurs loués ou pouvant être offerts en location. Les pièces individuelles prises en compte dans les stocks et les immobilisations corporelles dont le désassemblage est désormais prévu sont virées aux stocks à la date de clôture.

L'investisseur ne doit pas considérer le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement de maintien et les dépenses d'investissement de croissance comme des mesures pouvant remplacer les mesures reconnues par les IFRS telles que le résultat net ou les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. La méthode utilisée par la société pour calculer le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté, les flux de trésorerie disponibles, les dépenses d'investissement de maintien et les dépenses d'investissement de croissance peut ne pas être la même que celle utilisée par d'autres entités et, par conséquent, ne saurait y être comparable.

Rapport de gestion

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

13. INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats trimestriels de la société.

	2022	2021				2020			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires	400 226 \$	390 327 \$	400 003 \$	322 070 \$	300 746 \$	301 710 \$	297 286 \$	243 657 \$	306 976 \$
BAIIA ajusté	66 956	89 421	95 276	81 061	64 122	81 971	83 235	62 075	57 254
Résultat net	3 753	23 056	21 899	16 506	7 127	13 479	17 244	2 630	(5 298)
De base	0,10	0,61	0,58	0,44	0,20	0,38	0,49	0,08	(0,15)
Après dilution	0,09	0,59	0,56	0,43	0,20	0,37	0,48	0,07	(0,15)
Résultat net ajusté	7 835	28 027	27 653	19 781	10 551	18 847	20 626	5 645	2 058
De base	0,20	0,74	0,73	0,53	0,30	0,53	0,59	0,16	0,06
Après dilution	0,20	0,71	0,71	0,52	0,29	0,52	0,57	0,16	0,06
Flux de trésorerie disponibles	47 409	71 581	72 811	57 283	41 642	59 497	57 886	42 268	38 749
De base	1,22	1,88	1,91	1,54	1,17	1,68	1,64	1,21	1,12
Après dilution	1,10	1,62	1,69	1,37	1,06	1,48	1,45	1,09	1,01
Flux de trésorerie disponibles diminués des dépenses d'investissement de maintien	19 496	42 895	48 164	36 517	19 578	41 270	44 350	25 412	2 299
De base	0,50	1,13	1,27	0,98	0,55	1,17	1,26	0,73	0,07
Après dilution	0,49	1,02	1,17	0,91	0,54	1,05	1,23	0,71	0,06
Dépenses d'investissement de maintien	27 913	28 686	24 647	20 766	22 064	18 227	13 536	16 856	36 450
Dépenses d'investissement de croissance	8 168	34 497	39 942	33 996	22 532	14 434	6 807	12 301	14 381

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

D'autres informations concernant la société sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.